



République Française

Envoyé en préfecture le 16/02/2026

Reçu en préfecture le 16/02/2026

Publié le

ID : 974-219740099-20260216-AG_0268_2026-AR

ARRÊTE N° 026.8 /2026

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement à l'occasion d'une manifestation intitulée

«Stade Vers l'Emploi» .

KR/PM/W.C./2026.

LE MAIRE

- Vu l'article L 211-1 du code de la sécurité intérieure.
 - Vu les articles L 2212-2, L 2212-5 L 2214-3 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - Vu les articles R417-10, R325-12 et suivants relatifs à la mise en fourrière des véhicules, du Code de la Route,
 - Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
 - Vu l'article R 421-2 du Code de la Justice Administrative.
- ◆ Considérant la déclaration de la Direction du Service des Sports de la commune de Saint-André du 19 Janvier 2026..
 - ◆ Considérant la demande de l'Association CASEC Cressonnière 14, rue des Papayers 97440 Saint-André qui organise une manifestation intitulée «Stade Vers l'Emploi » le jeudi 02 Avril 2026.
 - ◆ Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules de toutes catégories à l'occasion de cette manifestation.
 - ◆ Considérant qu'il importe de prendre des mesures pour le bon déroulement de cette manifestation précédemment citée.

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'Association CASEC Cressonnière organise une manifestation intitulée «Stade vers l'Emploi » le jeudi 02 Avril 2026 de 08 heures à 16 heures.

ARTICLE 2

Le stationnement des véhicules de toutes catégorie sera interdit du mercredi 1^{er} Avril 2026 de 00 heure au jeudi 02 Avril 2026 à 16 heures 30 :

- Parking Gymnase Paris Kischenin

ARTICLE 3

Les véhicules en stationnement par rapport à l'article 2 seront considérés comme gênant et pourront être mis en fourrière aux frais de leur propriétaire conformément aux articles L 411-1, R417-6, R417-10, R325-12 et suivants relatifs à la mise en fourrière des véhicules, du code de la route.

ARTICLE 4

Une signalisation réglementaire sera apposée pour permettre la bonne exécution du présent arrêté au moins 24 heures avant la manifestation.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Circonscription de la Police Urbaine de l'Est, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-André, le 16 FEV. 2026

Signé électroniquement par : Jean-Marc PEQUIN
Date de signature : 13/02/2026
Qualité : 1er Adjoint